

«La légende qui nous inspire le courage»



**Non à l'adhésion rampante
à l'OTAN**
Page 3



Induit en erreur
Page 5



**Pro Suisse se bat contre
un futur diktat de l'OMS!**
Page 6



Le mot du président

Chers membres, chers donateurs, chers sympathisants

L'année d'activité 2023 de notre mouvement interpartis Pro Suisse touche à sa fin. Où en sommes-nous?

Pour Pro Suisse, la mission est claire!

Les élections fédérales du 22 octobre 2023 nous l'ont montré. Si nous considérons objectivement l'équilibre des pouvoirs du nouveau Parlement, nous constatons que ceux qui défendent l'indépendance, la souveraineté, la neutralité de la Suisse ainsi que la liberté des citoyennes et des citoyens ne sont en aucun cas devenus plus forts. L'UDC a certes gagné des sièges, mais c'est insuffisant. Le centre s'est positionné à gauche et joue la politique de puissance opportuniste qui consiste à «faire pencher la balance». Le groupe PLR n'est plus un parti digne de confiance et s'écarte des questions fondamentales d'un point de vue purement suisse. La gauche et les Verts travaillent depuis toujours au renoncement de la Confédération. Le travail extraparlamentaire de Pro Suisse devient de plus en plus important et indispensable.

Pro Suisse refuse tout rapprochement avec l'OTAN!

La neutralité est devenue le terrain de jeu du profilage des partis politiques. Le manque d'unité porte préjudice à notre pays. Le commandement du DDPS et celui de l'armée ne voient leur mission s'exécuter qu'en lien avec l'OTAN. Au lieu d'équiper enfin les différentes troupes de combat, on brade des chars à Berlin tout en s'extasiant devant un super accord avec l'industrie allemande des armements. C'est pourquoi nous avons absolument besoin de l'initiative sur la neutralité.

Pro Suisse refuse les juges étrangers!

La politique étrangère considère l'existence politique de la Suisse exclusivement dans le lien institutionnel avec l'UE. 1992 l'EEE, 2022 l'accord-cadre! Le vol sans visibilité poursuit sa route. Le Conseil fédéral veut reprendre les

négociations avec Bruxelles. Le résultat est notoire: développement automatique du droit et contrôle de notre législation par la Cour de justice de l'UE.

Pro Suisse refuse le diktat de l'OMS!

L'OMS a certainement des mérites. Désormais, l'organisation de l'ONU devient une dictature des fonctionnaires. Un petit nombre de personnes veut décider de ce qui doit être appliqué sur le plan de la politique sanitaire mondiale. La démocratie et les droits fondamentaux comme la liberté d'expression se mettent en travers de leur chemin. Le nouveau traité sur les pandémies et les nouveaux règlements visent à brider la responsabilité individuelle des personnes dans un carcan de règles. C'est honteux que notre gouvernement et les cadres de l'OFSP (Office fédéral de la santé publique) croient en une collaboration étroite avec les soi-disant grands médias comme le NZZ, et se sentent obligés de nous prendre pour des imbéciles avec un grossier «discours du tout va bien».

Dans cette édition de l'«Actuel», vous trouverez des informations complémentaires sur les sujets évoqués.

Au nom du Comité, je vous remercie pour votre soutien fidèle et généreux. Les tâches qui nous sont confiées nécessitent une affectation de ressources considérable.

Je vous souhaite, à vous et vos proches, de belles fêtes et tous mes vœux pour la nouvelle année.

Meilleures salutations,

Dr Stephan Rietiker

ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse
Case postale
3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27
redaction@prosuisse.ch

Compte postal: 30-10011-5

Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.



Walter Wobmann

Ancien Conseiller national, vice-président Pro Suisse, président du comité «Initiative sur la neutralité»



Signez maintenant l'initiative pour la neutralité!

Non à l'adhésion rampante à l'OTAN

Je vous recommande fortement de signer rapidement l'initiative sur la neutralité et de récolter des signatures supplémentaires.

La majorité du Conseil fédéral et du Parlement ne soutient plus la neutralité suisse. La politique étrangère patauge dans le sillage de l'UE, accompagnée d'une rhétorique agressive des europhiles et partisans d'une adhésion à l'OTAN. Cela contredit frontalement la neutralité armée, perpétuelle et globale.

Cette politique a déjà causé des dommages massifs. La Suisse a perdu de la crédibilité en matière de politique étrangère. La diplomatie de paix traditionnelle et les bons offices de la Suisse ne trouvent plus leur place dans les conflits actuels.

Au lieu de préparer enfin rapidement notre armée à la défense du pays, les dirigeants du DDPS et de l'armée se rapprochent de l'OTAN. Ils veulent soumettre notre défense aérienne aux structures de l'OTAN. Au lieu d'équiper enfin complètement les troupes, Berne vend à l'Allemagne des chars de combat dont elle a un besoin urgent pour son propre usage.

Restons indépendants et souverains

Nous devons stopper cette adhésion insidieuse à l'OTAN, sinon, nous serons un jour contraints de participer à des guerres étrangères et de déplorer la mort de Suisses sur des champs de bataille hors de nos frontières. Le danger est de plus en plus grand!

Une Suisse neutre et crédible ne signifie pas que nous, Suisses, ne pouvons pas dénoncer les bellicistes et les terroristes, bien au contraire. Mais la Confédération a une autre mission: elle doit protéger et promouvoir l'indépendance, la sécurité, la tradition humanitaire, la politique de paix et le commerce ouvert sur le monde. L'initiative sur la neutralité ne limite pas la capacité d'action du Gouvernement, elle la renforce.

La neutralité a apporté à notre pays la sécurité, le respect, la prospérité et la crédibilité en matière de politique étrangère et c'est pourquoi nous devons maintenant soutenir de toutes nos forces l'initiative sur la neutralité. Seul l'ancrage des principes de la neutralité dans la Constitution garantit que la Suisse reste un pays indépendant, souverain, stable et ouvert sur le monde.

Signez maintenant! Récoltez des signatures supplémentaires!



«Ce qui nous reste vraiment en travers de la gorge»

Au lieu d'équiper enfin complètement les troupes de combat de notre armée, le Conseil fédéral puise dans les stocks suisses et brade 25 chars de combat Leopard à Berlin avec le consentement du chef des armées, Thomas Süssli, et parle d'un super accord avec l'industrie allemande des armements!



6 décembre 1992 : Non au rattachement institutionnel à l'UE Pro Suisse lance un appel aux autorités.

Il faut faire preuve de fermeté!



Aujourd'hui, cela fait 31 ans que le peuple et les cantons ont rejeté l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Le peuple suisse avait choisi, avec une participation de plus de 78 %, de suivre une voie autonome en Europe, non dictée par l'UE. Ce fut une décision judiciaire du peuple. On s'aveugle encore chaque jour sur les dysfonctionnements de l'UE. Les grandes tensions économiques, politiques et sociales au sein de l'UE ne cessent d'augmenter. Des idéologues aveuglés par l'UE en Suisse ne prennent ni au sérieux ni en main l'immigration incontrôlée et illégale dans l'UE et dans l'espace Schengen/Dublin - et par conséquent aussi en Suisse.

L'adhésion à l'EEE de la Suisse aurait entraîné son asservissement institutionnel au droit de l'UE. La démocratie directe et donc les droits de codécision politique du peuple suisse se seraient finalement retrouvés à la merci de l'arbitraire de la Cour de justice de l'UE à Luxembourg.

Le refus de l'EEE a stoppé l'adhésion rapide de notre pays à l'UE. Mais la volonté populaire de l'époque n'a pas été respectée et ne l'est toujours pas à l'heure actuelle. Les perdants de l'EEE ont pris la tête des négociations bilatérales et ont profité de cette opportunité. Avec les accords bilatéraux, ils ont rendu la Suisse dépendante de l'UE bien au-delà de ce qui aurait été le cas avec une adhésion à l'EEE. La libre circulation des personnes et le système Schengen/Dublin dysfonctionnel sont lourds de conséquences pour l'économie nationale, pour les assurances sociales, pour le marché du travail, pour l'environnement et le paysage ainsi que pour la sécurité. Ce sont les citoyens qui en paient le prix. Les opportunités des jeunes ne cessent de diminuer notamment en raison de l'immigration démesurée en provenance de l'UE.

Depuis le rejet de l'EEE en 1992 et l'arrêt des négociations sur un accord-cadre en 2021, rien n'a malheureusement

changé au niveau des dommages subis par notre pays. Les inconditionnels d'un rattachement à l'UE et une majorité du Conseil fédéral mue par la peur souhaitent de nouveau négocier avec Bruxelles dans le but de conduire la Suisse malgré tout dans l'UE et d'obtenir de facto son adhésion. Pro Suisse ne fait guère confiance à la nouvelle composition du Conseil national et du Conseil des États. La gauche et les verts veulent de toute manière adhérer à l'UE, le Centre et de grands partis du PRL ne trouveront pas la force de défendre les intérêts de la Suisse et de ses citoyens. C'est pourquoi Pro Suisse va combattre énergiquement ce cap de rattachement à l'UE préconisé par la classe politique et lance un appel aux autorités à faire preuve de résistance vis-à-vis de la Commission de l'UE et de ses représentants. Il faut impérativement que le non de 1992 reste un non.



Pour Pro Suisse, les lignes rouges à ne pas dépasser dans nos rapports avec l'UE sont les suivantes:

- 1. pas de reprise automatique ou «dynamique» du droit européen.**
- 2. pas de soumission de la législation suisse et de la démocratie directe à la Cour de justice de l'UE (CJUE).**
- 3. pas de liens juridiques entre les accords avec des clauses dites «guillotine».**
- 4. pas de reprise de la directive sur la citoyenneté de l'Union (DCE : traitement identique des citoyens suisses et européens, notamment en matière d'assurances sociales) dans le cadre de la libre circulation des personnes.**

Comme nous avons pu le constater avec les obstacles au commerce de la part de l'UE, celle-ci est une partenaire peu fiable qui n'hésite pas à violer les traités. Si la Berne fédérale pense s'attirer les bonnes grâces de Bruxelles en faisant des concessions, des compromis, des dérogations provisoires comme les exclusions et des dispositions transitoires, elle se trompe lourdement. L'UE et surtout la Cour de justice de l'UE contraindront très rapidement notre pays à suivre la voie de l'UE en exerçant une pression massive.



Induit en erreur,

Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, croyait que la Suisse avait besoin d'un contrat-cadre institutionnel avec l'UE, jusqu'à ce que je lui explique que l'UE règnerait alors sur tous les échelons de la Suisse.

Lors de la visite du premier ministre hongrois Viktor Orbán, j'ai récemment appris comment les hommes d'État au plus haut niveau étaient exclusivement informés par d'autres hommes d'État. Dans le discours qu'il a prononcé sur invitation de la Weltwoche (21.11.2023 à Zurich, NDLR), il déclarait qu'il allait aider à la conclusion d'un accord institutionnel de l'UE avec la Suisse. La Hongrie prendra en effet la présidence tournante de l'UE en 2024. J'ai pris peur.

Plus tard, lors d'un dîner en petit comité, j'ai demandé à Viktor Orbán: «Pourquoi pensez-vous que nous, les Suisses, avons besoin de ce contrat-cadre institutionnel?» Il m'a répondu: «Hier, je rendais visite au président de la Confédération, M. Berset et au conseiller fédéral, M. Cassis, et tous deux ont souligné que le pays avait besoin du contrat pour accéder au marché intérieur». Et en tant que premier ministre hongrois, cela lui a paru évident. «M. Orbán, nos entreprises familiales réalisent des chiffres d'affaires considérables à l'export, parfois plus de 90 pour cent, dont deux tiers dans l'UE. Nous avons depuis longtemps accès au marché intérieur. Mais la Suisse n'est pas membre du marché intérieur et ne veut pas le devenir. En Suisse, nous voulons décider nous-mêmes de notre avenir.»

M. Orbán a demandé si, avec un contrat-cadre, cela n'était plus possible. J'ai confirmé: «Bien sûr que non, car alors nos citoyens seraient privés de leur compétence législative et l'UE règnerait sur tous les échelons

de la Suisse.» M. Orbán a ensuite déclaré que personne ne lui avait encore expliqué ainsi.

Cet exemple montre comment les hommes d'État étrangers sont informés par les conseils fédéraux de manière unilatérale.

Mais au moins, le premier ministre Viktor Orbán sait désormais que les Suisses n'acceptent aucun contrat qui les oblige à transmettre le droit de vote à l'Union européenne.



Projet de traité de l'OMS sur les pandémies:

Pro Suisse se bat contre un futur diktat de l'OMS!

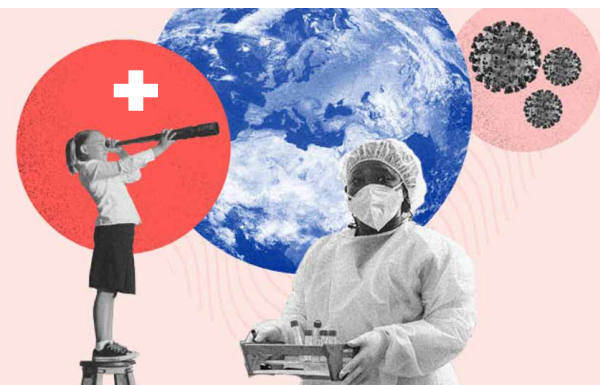
L'Organisation mondiale de la santé (OMS) impose à ses États membres de signer un nouveau traité sur les pandémies et un nouveau Règlement sanitaire international. Tous deux ont des répercussions considérables à la fois pour la souveraineté de la Suisse et pour la liberté individuelle des citoyennes et des citoyens. Le Conseil fédéral minimise la situation et laisse le Parlement et la population suisse dans l'ignorance.

La conférence de presse du mouvement interpartis Pro Suisse du 5 décembre 2023 avait pour sujet les conséquences d'une signature des traités de l'OMS. Une étude de marché mandatée par Pro Suisse montre clairement que la majorité de la population suisse souhaite interrompre immédiatement les négociations avec l'OMS! Cette majorité réclame également une compétence souveraine et indépendante en matière de politique sanitaire suisse. Concrètement, toute ingérence d'une autorité étrangère et sans légitimité démocratique comme l'OMS est clairement exclue. Grâce au travail de fond opéré par Pro Suisse, Marco Chiesa, conseiller aux États et Franz Grütter, conseiller national ont rédigé trois motions à l'attention du Conseil fédéral:

1. Pas de négociations avec l'OMS sans le Parlement: le Conseil fédéral est mandaté pour interrompre immédiatement toutes les négociations avec l'OMS et ne signer aucun contrat et/ou document avec l'OMS et ses organisations partenaires jusqu'à ce qu'il ob-

tienne le feu vert du Conseil national et du Conseil des États. À cette fin, le Conseil fédéral garantit que l'Assemblée fédérale et l'opinion publique seront informées de manière exhaustive et transparente sur l'état d'avancement de toutes les négociations avec l'OMS.

2. La Suisse doit prendre des décisions de manière souveraine et sans contrainte étrangère concernant les pandémies et les épidémies : le Conseil fédéral est mandaté pour modifier en ce sens la loi sur les épidémies (LEp), pour qu'en matière de pandémies





ou d'épidémies, la Suisse puisse agir avec souveraineté et indépendance et non pas en raison de tentatives de pression ou de comptes-rendus de situation de la part de l'OMS.

3. Une transparence totale dans les contrats conclus avec les fabricants de vaccins :

le Conseil fédéral est mandaté pour divulguer immédiatement et en toute transparence les contrats conclus avec les fabricants de vaccins pendant la pandémie de COVID-19. Aucune raison valable ne justifie le maintien du secret.

Les trois motions et la conférence de presse d'aujourd'hui marquent le point de départ d'une large campagne de Pro Suisse visant à stopper l'attaque contre la souveraineté, la démocratie directe de la Suisse et la liberté individuelle de sa population. Pro Suisse ne reculera devant aucun effort pour dénoncer et combattre la volonté du Conseil fédéral de soumettre le pays au diktat de l'OMS. C'est pourquoi Pro Suisse s'engagera sans ambiguïté dans la consultation sur la révision de la loi sur les épidémies (LEp) lancée mercredi dernier par le Conseil fédéral.

Tous les documents de la conférence de presse y compris les trois motions:



Conclusion

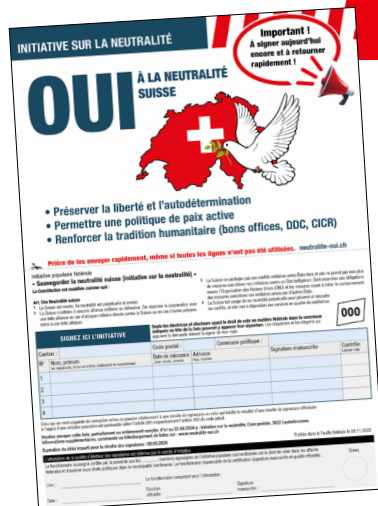
- La majorité (62%) des citoyens et citoyennes suisses font confiance à l'OMS. **Tel est notamment le cas en Suisse romande.**
- Mais lorsqu'il s'agit de la compétence décisionnelle sur les futures mesures à prendre en cas de pandémie, **69% des citoyens et citoyennes en droit de voter se prononcent pour une compétence décisionnelle souveraine et exclusive des autorités suisses, sans aucune intervention de gouvernements, autorités et ONG étrangers!**
- 67% s'opposent à une signature du pacte de l'OMS sur les pandémies!
- 60% souhaitent un arrêt immédiat des négociations avec l'OMS.
- 94% attendent que la population suisse soit suffisamment informée sur les négociations.

Le traité de l'OMS sur les pandémies concerne tous les partis, car la signature du pacte est refusée par les gens indépendamment de leur sensibilité politique! La majorité des personnes en âge de voter soutiendrait largement toutes les revendications de Pro Suisse!

Adrian Amstutz, membre du comité de Pro Suisse:



«Pas de livraison de chars à l'Allemagne! Même une telle livraison indirecte de matériel de guerre à l'Ukraine est contraire à la loi suisse et met en danger la neutralité!»



L'initiative sur la neutralité est le bastion d'une Suisse ouverte au monde, crédible et humanitaire.

Signer maintenant! Récolter des signatures supplémentaires!



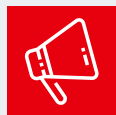
Nos mandats:

Réunir rapidement des signatures pour l'initiative sur la neutralité.

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner rapidement les feuilles de signatures, même si les lignes de signatures ne sont pas toutes utilisées. Prière de ne pas les laisser traîner.

Commandez d'autres feuilles de signatures. Collectez impérativement d'autres signatures.

www.neutralite-oui.ch
téléphone 031 355 27 27
info@neutralite-oui.ch
initiative sur la neutralité
case postale,
3822 Lauterbrunnen



Recrutement des membres

En tant que mouvement interpartis, Pro Suisse doit devenir encore plus fort! Nous avons besoin de nouveaux membres! Aidez-nous à recruter des membres. Vous entendez régulièrement dans les conversations: «Nous pensons la même chose! Alors, rejoignez Pro Suisse!»

Vous pouvez vous inscrire en tant que membre en toute simplicité sur www.proschweiz.ch. Nous mettons à votre disposition nos nouveaux flyers de présentation et le programme de Pro Suisse pour le recrutement des membres.

info@proschweiz.ch, téléphone 031 356 27 27,
Pro Suisse, case postale, 3822 Lauterbrunnen.



Devenir membre Pro Suisse



Veillez nous communiquer votre adresse e-mail sur info@proschweiz.ch

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat:
info@proschweiz.ch
tél. 031 356 27 27



Case postale, 3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27, info@proschweiz.ch
www.proschweiz.ch